

# Introduction

Bruno Garnier

Vendredi 15 et samedi 16 novembre 2019 s'est tenu à Paris, au Centre international d'études pédagogiques (CIEP)<sup>1</sup>, un colloque organisé par le Comité universitaire d'information pédagogique (CUIP), ayant pour intitulé le titre du présent ouvrage : *Les Compagnons de l'Université nouvelle. Histoire, mémoire et postérité*. La genèse de cet événement remontait à l'année précédente, 2018, qui coïncidait avec le centenaire de la publication du Premier Cahier de *L'Université nouvelle*, par les Compagnons, dont le Second Cahier fut publié l'année suivante, en 1919. En voici les couvertures, pages de titre et un curieux détail (voir page suivante).

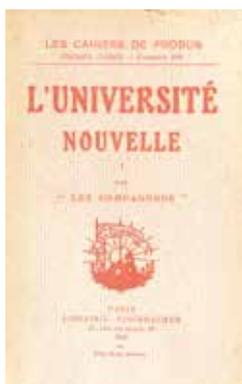
Sur la couverture de ces deux volumes figurait un détail curieux, un écusson qui représente les ruines de la France de l'après-guerre, au milieu desquelles poussent des chardons. Mais le soleil se lève sur l'échafaudage de la reconstruction du pays dévasté, couronné par la banderole des Compagnons. Les caractères gothiques rappellent l'époque des corporations médiévales dont les Compagnons expliquent vouloir s'inspirer pour édifier la grande *corporation* des enseignants de tous les ordres – primaire, secondaire, technique, supérieur, du secteur public comme du secteur privé – unis et solidaires, parce que l'heure l'exige. Il n'est pas exagéré de dire que *L'Université nouvelle* est le premier programme d'une réforme totale et globale de l'école et que ce programme portait déjà en germes la vision de toutes les structures de l'éducation, alors éparpillées, morcelées, ayant chacune sa clientèle sociale bien définie, comme devant être un système éducatif cohérent, adapté aux enjeux démocratiques de la construction d'une « plus grande France », chère à Probus (en réalité Jules Corréard).

Probus est le premier éditeur de *L'Université nouvelle*, ainsi que l'indiquent les couvertures ci-dessous reproduites, qui portent toutes deux, en haut, la mention « Cahiers de Probus ». *La plus grande France* était le titre d'un ouvrage de Probus<sup>2</sup>, également fondateur de l'Association nationale pour l'organisation de la démocratie (ANOD), qui figure à l'entête de la page de titre du Premier Cahier.

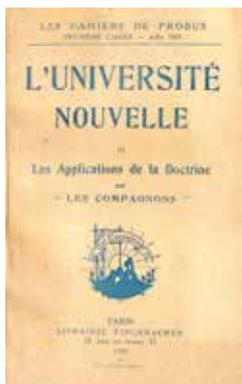
---

1. Plus tard nommé « France Éducation International ».

2. PROBUS (Jules CORRÉARD), *La plus grande France, la tâche prochaine*, Paris, Armand Colin, 1917.



Couverture et page de titre du Premier Cahier de *L'Université nouvelle* (novembre 1918).



Couverture et page de titre du Second Cahier de *L'Université nouvelle* (juillet 1919).



L'écusson des Compagnons, visible sur la couverture des deux Cahiers de *L'Université nouvelle* (1918 et 1919).

Jules Corréard et les sept premiers Compagnons voulaient fonder une école démocratique pour que la France, qui venait d'unir ses forces vives dans l'immense effort de guerre, achève sa propre démocratisation, entreprise depuis le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle avec Jules Ferry, mais restée profondément inégalitaire. Or la première manifestation de cette injustice, c'était cette école héritée du lycée impérial de 1808, qui séparait d'emblée les enfants du peuple et ceux de la bourgeoisie urbaine dans des institutions scolaires faites exprès pour ces deux classes de citoyens. Les Compagnons

estimaient qu'elle était socialement injuste et peu efficace pour l'intérêt national, auquel l'expérience de la guerre les avait rendus particulièrement sensibles. Qui étaient-ils? Les premiers Compagnons étaient sept sous-officiers, blessés ou fatigués, qui s'étaient retrouvés pour une période de repos au grand quartier général de Compiègne en 1917. Ils voulaient pousser plus loin l'œuvre démocratique et sociale de Ferdinand Buisson, directeur de l'enseignement primaire de Jules Ferry, artisan de l'instruction gratuite, obligatoire et laïque pour les enfants du peuple, qui, d'ailleurs, ne tarda pas à leur accorder son bienveillant et prestigieux patronage.

Le Comité universitaire d'information pédagogique ne pouvait pas laisser passer la célébration de ce centenaire, et l'idée germa dans l'esprit de l'un de ses sympathisants, Pierre-Philippe Bugnard, historien de l'éducation à l'université de Fribourg, auteur d'un des articles ici réunis. Né en 1949, Pierre-Philippe Bugnard sait mieux que personne que le CUIP, fondé la même année par Gustave Monod et Louis Cros, avait inscrit ses pas dans ceux des Compagnons, marquant la continuité des idéaux que sont la démocratisation de l'enseignement, la lutte contre les inégalités scolaires et l'ouverture sur les pédagogies alternatives susceptibles de faire réussir le plus grand nombre d'élèves. Rappelons que Gustave Monod, cofondateur du CUIP, avait été, durant l'entre-deux-guerres, le collaborateur de Jean Zay, dont le projet de loi de 1937 s'inspirait des Compagnons. À la Libération, Gustave Monod, directeur général de l'enseignement du second degré, reprit l'idée des *classes d'orientation* de 1936 sous la forme des *classes nouvelles*, au sein de la commission de réforme qui fut nommée plus tard la Commission Langevin-Wallon. Louis Cros, adjoint de Gustave Monod au moment de la mise en œuvre des *classes nouvelles*, était mû par les mêmes aspirations et dans cet esprit, il fonda et dirigea l'Institut pédagogique national (Institut national de la recherche pédagogique – INRP) et présida le CUIP, qu'il avait contribué à fonder, jusqu'en 1993.

L'idée de cette commémoration a tout de suite convaincu Martine Safra, inspectrice générale de l'éducation nationale honoraire, qui présidait alors le CUIP, Jean-Paul Delahaye, autre membre de son conseil d'administration, lui aussi inspecteur général de l'éducation nationale, ancien directeur général de l'enseignement scolaire et professeur associé à l'université René-Descartes Paris 5 et Aurore-Marie Guillaume, bibliothécaire au CUIP à ce moment. Et c'est Jean-Paul Delahaye qui me fit l'honneur et l'amitié de m'appeler pour participer à ce projet, en raison de mes travaux antérieurs sur les Compagnons. Je lui en exprime ici ma gratitude, ainsi qu'à l'actuel président du CUIP, Laurent Gutierrez, professeur de sciences de l'éducation, spécialiste de l'histoire de l'éducation, qui m'a confié la coordination du présent ouvrage, entouré d'un comité éditorial constitué de Martine Safra, Jean-Paul Delahaye, Ismaïl Ferhat et Denis Pavier.

Comme le colloque dont il est issu, le présent ouvrage porte l'ambition de favoriser le dialogue entre les historiens et les acteurs de l'éducation. Dans cette perspective, les contributeurs de cet ouvrage ont entrepris de mettre à jour les connaissances disponibles sur les Compagnons et sur le mouvement de *L'Université nouvelle* entre 1917 et 1932, date de la fin de leur association. Il leur revenait aussi la tâche d'éclairer certains aspects peu

étudiés jusqu'alors, notamment la place des femmes dans ce mouvement, et aussi de mettre en évidence les réseaux d'influence autour de ce groupe et ses liens avec d'autres courants de pensée de la même époque. D'autres contributions donnent une dimension internationale au mouvement en faveur de la démocratisation de l'enseignement, par des travaux relevant de l'histoire comparée. En outre, le présent ouvrage, comme le colloque du même titre, entend tracer une perspective historique longue en étudiant les origines lointaines de certaines idées au cœur de *L'Université nouvelle* et le sort qui a été réservé aux questions soulevées par les Compagnons de 1918 jusqu'à nos jours.

L'organisation des contributions répond à ces différentes finalités. L'ouvrage comprend cinq grandes parties. La première, intitulée « Aux origines du projet d'école unique », contextualise les Compagnons dans leur époque et présente la préhistoire du projet d'école unique au début du xx<sup>e</sup> siècle. La deuxième partie, sous le titre « L'école unique, mise en perspective d'une référence éducative », ose prendre un double recul, temporel et spatial, en proposant au lecteur un tableau historique à large empan et un déplacement du côté du grand voisin allemand et jusqu'en Amérique. La troisième partie, nommée « Questions vives autour des propositions des Compagnons », focalise l'attention sur trois objets problématiques que sont la laïcité, l'orientation scolaire et l'enseignement technique. La quatrième partie, intitulée « L'école unique au péril des élites », aborde la réception de *L'Université nouvelle* par les élites scientifiques et les défenseurs de l'ordre secondaire. Enfin, la cinquième partie permet une nouvelle prise de recul en traitant de « Trois approches militantes de l'éducation nouvelle dans la mouvance des Compagnons ». Autour de ces contributions, la préface, un contrepoint, la conclusion et la postface donnent la parole à plusieurs auteurs, historiens émérites, sociologues et grands témoins de l'éducation, qui ont accepté de livrer leur regard sur *L'Université nouvelle* en expliquant de quelle façon l'œuvre et l'action des Compagnons font encore sens à leurs yeux.

Quelques lignes directrices ont en effet survécu aux Compagnons. Il est admis, en France et un peu partout en Europe, que l'école poursuit deux missions et que ces deux missions sont placées sous l'impérieuse nécessité de la justice : doter chacune et chacun des connaissances indispensables à la vie dans nos sociétés et préparer les individus à assumer des fonctions spécialisées, ou, pour faire plus court, fonction d'intégration et fonction de différenciation. Or ces deux fonctions, depuis un siècle au moins, ne cessent d'entrer en tension l'une avec l'autre sur fond d'injustices et d'inégalités qui interrogent la démocratie et les valeurs de la République française.

Pour assumer ces deux fonctions de l'école d'une façon juste et efficace, les Compagnons avaient posé un certain nombre de conditions : préparer une scolarité où tout ne soit pas joué au sortir de l'école primaire ; mettre en œuvre une orientation scolaire et professionnelle fondée sur le mérite et non sur la naissance et le milieu d'origine ; donner la priorité à la formation de l'intelligence sur les savoirs mémorisés ; encourager l'aptitude à s'instruire par soi-même (« apprendre à apprendre ») ; procéder à la

refonte des contenus et des méthodes d'enseignement pour répondre aux exigences nouvelles de l'économie et de la vie en société. Ces questions n'ont cessé d'être posées et reposées dans des contextes socialement, politiquement et économiquement fort différents depuis 1918 jusqu'à aujourd'hui, en France et dans d'autres pays d'Europe et d'ailleurs. Cette récurrence nous rappelle que le principe d'une école obligatoire destinée à favoriser les chances de tous les élèves devant l'instruction et devant l'insertion professionnelle et sociale, en fonction des goûts et des capacités de chacune et de chacun, aussi évident soit-il pour nombre de citoyens, n'est pas acquis, demeure fragile, mouvant et largement à construire, et qu'il devrait inspirer la vigilance et l'engagement des usagers, des acteurs, des administrateurs de l'école, de tous les citoyens et de leurs gouvernements.